



Députés européens écologistes britanniques et français
Parlement européen
Rue Wiertz
Bruxelles

2 février 2016

Monsieur le Président de la République Hollande,

Monsieur le Premier Ministre Cameron,

Alors que l'Europe fait face aux plus grands flux de réfugiés arrivant sur notre continent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, nous sommes tenus de vous exprimer nos préoccupations concernant le traitement des 7000 personnes cherchant refuge qui vivent actuellement dans de sordides camps de fortune près de Calais et de Dunkerque.

Alors que la mobilisation de la société civile et l'assistance offerte par les bénévoles dans les camps sont une source d'inspiration et sauvent des personnes de la faim et du froid, la nécessité de tels efforts est une preuve en soi du fait que les gouvernements britannique et français ne parviennent pas à remplir leurs obligations juridiques internationales. Comme vous le savez, la plupart des personnes dans ces camps viennent de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, d'Érythrée et du Soudan. La plupart d'entre elles souhaitent atteindre le Royaume-Uni pour diverses raisons - elles peuvent y avoir des liens familiaux ou communautaires et parler l'anglais. En raison des accords actuels sur le contrôle des frontières, ceux et celles qui souhaitent demander l'asile au Royaume-Uni se voient refuser un accès sécurisé au territoire britannique.

La situation à Calais et Dunkerque est intolérable et nous appelons les gouvernements français et britanniques à prendre des mesures d'urgence.

Les deux gouvernements devraient conjointement:

- étendre leur coopération à l'asile et la migration plutôt que de se concentrer sur les aspects policiers et de sécurité
- intensifier l'identification efficace des personnes vulnérables et travailler à des solutions rapides, sûres et équitables pour elles
- assurer le transfert sûr et rapide de mineurs non accompagnés ayant le droit de rejoindre les membres de leur famille de France au Royaume-Uni ou ailleurs dans l'Union européenne en vertu du règlement Dublin 3

Le gouvernement français devrait :

- s'assurer qu'une information précise et adéquate sur le système d'asile français soit mise à disposition de tous les demandeurs d'asile, dans leurs langues, afin d'encourager ceux qui le souhaitent à demander l'asile sur le territoire français
- s'assurer que les dispositions de la directive sur les conditions d'accueil sont pleinement appliquées
- agir de toute urgence pour mettre fin à la brutalité policière et aux intimidations

Le gouvernement britannique devrait:

- accepter de prendre en charge les personnes qui ont des membres de leur famille ou d'autres liens au Royaume-Uni
- convenir avec les autorités françaises d'un système de traitement rapide et équitable pour permettre le dépôt des demandes d'asile en Grande-Bretagne et de permettre à ceux qui ont de bonnes raisons de s'y installer
- fournir des informations et conseils aux travailleurs sociaux pour l'application complète de Dublin 3, en mettant l'accent sur une interprétation "humanitaire" généreuse des dispositions prévues à l'article 17 du règlement

L'existence de ces camps sordides à notre frontière commune ruine notre volonté d'être des sociétés dites "civilisées". Nous exigeons de votre part une action urgente pour mettre fin à cette absence flagrante d'inhumanité.

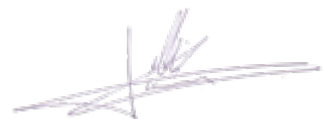
Sincères salutations,



José Bové, député européen



Molly Scott Cato, députée européenne



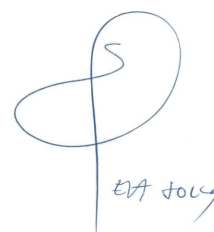
Karima Delli, députée européenne



Pascal Durand, député européen

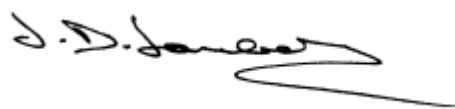


Yannick Jadot, député européen



EVA JOLY

Eva Joly, députée européenne



Jean Lambert, députée européenne



Michèle Rivasi, députée européenne



Keith Taylor, député européen

Cc: Manuel Valls, premier Ministre ; Bernard Cazeneuve, Ministre ; Harlem Désir, Secrétaire d'Etat